

BORDEAUX, le 2 juillet 2018

REGION AQUITAINE

Les syndicats des Finances Publiques de Nouvelle-Aquitaine disent STOP à la Cour des Comptes

Communiqué de presse

des équipes syndicales des Finances Publiques des départements de la région Aquitaine

Mardi 3 juillet 2018 à 11h00

devant la Chambre Régionale des Comptes de la Nouvelle-Aquitaine

(Place des Grands Hommes à Bordeaux)

Ces derniers mois la mobilisation des personnels de la Direction Générale des Finances Publiques a été dense dans les départements de la région Aquitaine : grèves importantes, blocages de nombreux sites, interpellations multiples autour de Trésoreries menacées de fermetures, sensibilisation du public et des élu-es...

En effet la destruction des territoires se poursuit à marche forcée avec une attaque frontale envers les services publics et tout particulièrement envers la DGFIP.

En Nouvelle-Aquitaine, près de 100 trésoreries locales ont été supprimées en 3 ans.

Depuis 10 ans, ce sont près de 1500 emplois qui ont été supprimés.

Ce sinistre « tableau de chasse » sera copieusement aggravé dans les prochaines années au vu des annonces gouvernementales sur la réorganisation de l'action publique, avec un objectif clair et net : accélérer les suppressions d'emplois et supprimer massivement des services.

C'est un recul profond qui se prépare pour les territoires et les usagers.

Dans cette situation, le récent rapport de la Cour des Comptes sur la DGFIP est clairement une provocation scandaleuse servant à préparer cette casse néfaste du service public avec entre autres :

- privatisation de la mission cadastrale ;
- suppressions de missions dans les départements (publicité foncière, services de Direction, contrôle fiscal, services des Domaines...) ;
- fermetures massives des services de proximité pour les populations (Trésoreries, Services des Impôts des Entreprises, Services des Impôts des Particuliers) ;
- abandon de l'accueil physique des usagers pour leur imposer le seul contact téléphonique ou numérique.

Les équipes syndicales des Finances Publiques de la région Aquitaine dénonceront publiquement cette situation le mardi 3 juillet, jour où se tiendra un Comité Technique de Réseau national sur ces sujets. Nous vous invitons à nous rencontrer lors de cette action symbolique à 11h00 devant la Chambre Régionale des Comptes de la Nouvelle-Aquitaine à Bordeaux.